

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 29 janvier 2026

Le taux de chômage au Mexique est tombé à 2,39 % à la fin de l'année 2025, son niveau le plus bas depuis au moins deux décennies, selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI).

LE CHIFFRE A RETENIR

2,4 %

Taux de chômage en
décembre 2025

Le taux de chômage est resté à des niveaux historiquement bas au cours de 2025 et a clôturé l'année à un niveau légèrement inférieur à celui enregistré en décembre 2024 (2,43 %). Toujours selon l'INEGI, la population économiquement active s'est élevée à 61,9 millions de personnes, soit 1,1 million de plus qu'en décembre 2024.

Cependant, l'emploi informel a nettement augmenté, atteignant 54,6 % contre 53,7 % un an auparavant, ce qui traduit une détérioration de la qualité des emplois. La faiblesse de la croissance économique, la hausse des coûts de main-d'œuvre, la faible productivité et les incertitudes économiques ont limité la création d'emplois formels, ce qui concentre les gains en matière d'emploi dans les postes informels. En effet, seulement 278 697 emplois formels ont été créés en 2025, un nombre légèrement supérieur à celui enregistré en 2024 (213 993) mais qui reste près de 3 fois inférieur au nombre atteint en 2023 (651 490).

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le ministre mexicain de l'Économie, Marcelo Ebrard, s'est rendu aux États-Unis afin d'ouvrir des discussions formelles avec les autorités américaines sur l'avenir de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (T-MEC), à l'issue d'une première phase de consultations nationales menée au Mexique en 2025. Ces consultations ont permis d'identifier quatre priorités pour les autorités mexicaines : (i) le maintien de l'accord, (ii) le renforcement du mécanisme de règlement des différends, (iii) l'instauration d'une réciprocité dans le Mécanisme de réponse rapide en matière de travail (MLRR), ainsi que (iv) la mise en œuvre effective des accords additionnels négociés en marge du T-MEC, notamment en matière de conditions de travail et d'engagements politiques sectoriels. Du côté américain, les échanges ont mis en avant la possibilité d'ajustements ciblés de l'architecture de l'accord, portant principalement sur un durcissement des règles d'origine pour certains biens industriels stratégiques, une coopération accrue sur les minéraux critiques et une coordination renforcée des politiques commerciales vis-à-vis des pays tiers. Ces orientations s'inscrivent dans une stratégie plus large de sécurisation des chaînes de valeur régionales et de réduction de l'exposition nord-américaine à des intrants importés à bas coût, en particulier dans les segments industriels jugés sensibles. Pour le Mexique, l'enjeu consisterait principalement à préserver la prévisibilité du cadre commercial, déterminante pour l'investissement et les exportations, tout en limitant les risques d'asymétrie dans l'application des mécanismes de conformité. Du côté des États-Unis, la révision apparaît avant tout comme un levier pour renforcer les règles commerciales et industrielles existantes.

Les exportations ont atteint en 2025 le montant record de 664,8 Mds USD, en hausse de 7,6 % par rapport à 2024, d'après l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI). La bonne performance des exportations sur l'année s'explique par le dynamisme des exportations non pétrolières (643,6 Mds USD ; +9,3 %) qui a compensé la baisse marquée des exportations pétrolières (21,3 Mds USD ; -26,4 %). En 2025, la structure de la valeur des exportations de marchandises a été la suivante : biens manufacturés (91,6 %), biens agricoles (3,1 %), produits extractifs non pétroliers (2,1 %) et produits pétroliers (3,2 %). Les exportations manufacturières, qui comptent pour plus de 90 % des exportations totales, ont enregistré une hausse importante (+9,8 %) et ce malgré la baisse des exportations automobiles (-4,2 %), largement compensée par les autres segments manufacturiers (+17,3 %). Les exportations ont été particulièrement soutenues dans le secteur des machines et équipements spécialisés et le secteur des équipements électriques et électroniques. De leur côté, les importations totales

ont atteint un niveau record de 664,1 Mds USD en 2025, soit une hausse de 4,4 % par rapport à 2024. Les biens intermédiaires ont progressé de 7,2 % sur l'année, tandis que les biens d'équipement ont reculé de 8,7 %. En 2025, la balance commerciale a affiché un excédent de 771 M USD (contre un déficit de 8,2 Mds USD enregistré en 2024), traduisant un rééquilibrage du commerce extérieur grâce à un excédent plus élevé de la balance des produits non pétroliers (passé de 2,7 Mds USD en 2024 à 26,3 Mds USD en 2025).

L'investissement dans les parcs industriels mexicains devrait fortement accélérer en 2026 pour atteindre près de 5,8 Mds USD, soit une hausse d'environ 37 % sur un an, malgré les incertitudes liées à la révision du T-MEC et les contraintes persistantes sur l'offre d'électricité, selon l'Association mexicaine des parcs industriels (AMPIP). Cette progression serait principalement portée par la création de nouveaux parcs et entrepôts industriels, tandis que la modernisation des sites existants représenterait une part plus limitée des montants engagés. La demande se concentre principalement dans le centre du pays, portée par l'expansion de grands acteurs du commerce électronique et de la logistique (notamment Mercado Libre et Alibaba). Parallèlement, le nord du pays demeure la première zone en termes de surfaces construites en 2025 (plus de la moitié du total). L'annonce récente de l'extension des opérations de Mattel via un partenariat logistique avec DHL Supply Chain illustre ce mouvement d'intensification des capacités. Cette expansion rapide pose toutefois un défi énergétique majeur. Plus de 100 nouveaux parcs sont en cours de développement, représentant plus de 21 millions de m² supplémentaires qui nécessiteraient jusqu'à 2,4 GW de capacité électrique additionnelle. Les besoins sont particulièrement élevés pour les activités manufacturières et les centres de données. Dans ce contexte, les acteurs du secteur soulignent la nécessité d'investissements accélérés dans les réseaux, la production et les énergies propres afin de préserver la compétitivité du Mexique et d'accompagner durablement la relocalisation des chaînes de valeur nord-américaines.

Sectoriel

Dans le cadre de la reconfiguration des chaînes mondiales d'approvisionnement, le Mexique entend renforcer l'industrie pharmaceutique comme secteur stratégique. Le ministre de l'Économie, Marcelo Ebrard, a indiqué que l'objectif est de doubler, voire tripler, les exportations vers les États-Unis. Sur le total de 237 Mds USD de produits pharmaceutiques importés chaque année par les Etats-Unis, le Mexique n'en fournit que 1,6 Md, soit moins de 1 % du total (contre 49 Mds USD pour Irlande par exemple). Selon la Banque centrale du Mexique, entre janvier et novembre 2025, les exportations pharmaceutiques mexicaines ont atteint 2,3 Mds

USD, contre des importations de 9,1 Mds USD, confirmant un déficit structurel du secteur. Selon le Ministère de l'économie, l'industrie pharmaceutique mexicaine traverserait une phase de transformation structurelle comparable à celle qu'a connue le secteur automobile. Le modèle évolue, passant d'une orientation centrée sur le marché intérieur et les achats publics à une dynamique axée sur l'exportation. Dans ce contexte, le gouvernement mexicain a annoncé, en août dernier, des investissements de 710 M USD dans le secteur pharmaceutique, impliquant notamment les entreprises Boehringer Ingelheim, Carnot Laboratorios, Bayer et AstraZeneca.

Afin de renforcer la compétitivité du secteur automobile au Mexique, la présidente Claudia Sheinbaum a présenté un plan intégral pour l'industrie. Ce plan vise à simplifier les démarches administratives, réduire les coûts et protéger le secteur face aux droits de douane américains qui menacent les exportations et l'emploi. Lors d'une rencontre privée avec les dirigeants de l'AMIA (Association mexicaine de l'industrie automobile) et les PDG de General Motors, Ford, BMW, Honda, Nissan et Toyota, la présidente a souligné le rôle stratégique du secteur automobile, qui représente 4,5 % du PIB et reste essentiel pour l'économie et l'emploi. Ce plan s'inscrit dans un contexte de recul des exportations de l'industrie automobile, avec une baisse 5,6 % des ventes automobiles vers les Etats-Unis enregistrée en 2025, selon l'INEGI. Le plan serait piloté par une commission interministérielle regroupant les ministres de l'Économie, des Finances, des Infrastructures et de l'Énergie, ainsi que les responsables du SAT et de l'Agence nationale des douanes, entre autres. Cette initiative vise aussi à assurer la continuité des flux commerciaux, à lever les obstacles administratifs et à optimiser le fonctionnement du secteur.

Finances publiques

Le Service d'administration fiscale (SAT) a dévoilé son Plan directeur 2026, qui a pour objectif de collecter un montant équivalent à plus de 335 Mds USD et qui repose sur trois piliers principaux : (i) l'assistance aux contribuables ; (ii) le renforcement du contrôle fiscal et (iii) la lutte contre la facturation frauduleuse. L'agence a indiqué qu'elle étendra sa présence physique avec de nouveaux bureaux dans neuf États, tout en renforçant les services numériques et en rationalisant les audits afin de cibler les contribuables présentant des irrégularités. Le SAT a également annoncé qu'il intensifiera ses efforts contre l'achat et la vente de fausses factures, cherchant à récupérer les impôts impayés et accordant aux contribuables concernés un délai de 30 jours pour régulariser leur situation. Le communiqué du SAT indique qu'« avec le Plan directeur 2026, le SAT poursuivra la

consolidation d'une nouvelle culture fiscale dans le pays et la promotion du respect volontaire des obligations fiscales, en garantissant un traitement digne et proche des contribuables ».

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	29/01/2026
Bourse (IPC)	2,83%	34,11%	69 959,73 points
Change MXN/USD	-0,91%	-16,41%	17,33
Change MXN/EUR	0,58%	-3,55%	20,67
Prix du baril mexicain	4,95%	-14,40%	59,60

Amérique centrale

Costa Rica

Le conseil d'administration de la Banque centrale du Costa Rica (BCCR) décide de maintenir le taux de politique monétaire à 3,25 %, malgré une diminution recommandée de 25 points de base par les équipes techniques de l'institution. La BCCR a procédé à plusieurs baisses de taux depuis mars 2023, portant le taux de politique monétaire de 9 % à 3,25 % après une dernière baisse en décembre 2025. Le Conseil d'administration considère qu'il faut encore attendre afin de percevoir les effets des précédentes réductions du taux directeur sur le système financier. La BCCR estime par ailleurs que l'inflation globale et sous-jacente se situent en deçà de l'intervalle de tolérance, en raison de chocs externes, de la baisse des prix de certaines matières premières et de phénomènes climatiques ayant affecté la production de plusieurs produits agricoles.

Le nombre d'emplois dans les multinationales de services se serait réduit au Costa Rica. L'Agence costaricienne de promotion des investissements (CINDE) a annoncé qu'entre 2024 et 2025, plus de 2000 emplois auraient été supprimés au sein d'entreprises multinationales du secteur des services. Bien qu'elle ne reconnaîsse pas ces chiffres, l'Agence de promotion du commerce extérieur (PROCOMER) confirme cette tendance, sans toutefois donner de données précises. Selon CINDE, cette contraction s'expliquerait par une perte de compétitivité liée aux fluctuations du taux de change, par l'automatisation des processus et la montée en gamme vers des activités à plus forte valeur ajoutée (requérant moins de main-d'œuvre mais davantage de qualifications) ainsi que par une concurrence internationale accrue.

El Salvador

Le gouvernement salvadorien se dote d'une marge accrue de financement de court terme en 2026, avec une autorisation d'émission de Lettres du Trésor (LETES) pouvant atteindre 1,78 Md USD. Inscrite dans la loi de finances 2026, cette enveloppe correspond au plafond constitutionnel de 20 % des recettes courantes projetées, estimées à 8,9 Mds USD, majoritairement issues des recettes fiscales. À fin novembre 2025, l'encours de LETES s'élevait déjà à 1,13 Md USD, en légère hausse sur un an. Les premières adjudications de 2026 ont été lancées début janvier, avec des maturités comprises entre 300 et 360 jours et une indexation sur le taux SOFR à 12 mois. Ce recours soutenu à la dette flottante s'inscrit dans la continuité de la gestion active de trésorerie engagée après la pandémie, période durant laquelle la dette de court terme avait dépassé 2,5 Mds USD avant un plan de refinancement en 2023-2024.

La BID prévoit une reprise marquée des exportations salvadoriennes en 2025, après la contraction enregistrée en 2024. Selon les projections de l'institution, les recettes d'exportation auraient progressé de 4,6 % en 2025, inversant la baisse de 0,8 % observée l'année précédente, une dynamique portée exclusivement par les volumes. Cette amélioration repose principalement sur le regain d'activité dans les secteurs des plastiques, du café et des préparations alimentaires. La hausse des exportations vers l'Amérique centrale, le reste de l'Amérique latine et l'Union européenne a permis de compenser le recul des envois vers les États-Unis et l'Asie, où le commerce de biens resterait orienté à la baisse. À fin novembre 2025, les exportations cumulées atteignaient 6,2 Mds USD, en hausse de 3,7 % sur un an, les données définitives devant être publiées fin janvier par la Banque centrale salvadorienne.

Guatemala

Le Guatemala explore, avec l'appui de l'Agence internationale de l'énergie atomique, le recours à l'énergie nucléaire comme option de long terme pour la production d'électricité. Une mission de l'Agence internationale de l'énergie atomique a échangé avec les autorités guatémaltèques sur les usages pacifiques du nucléaire, dans les domaines de l'énergie, de la santé, de l'agriculture et de l'environnement. Les discussions ont notamment porté sur des technologies à faibles émissions, dont le thorium, ainsi que sur les besoins en formation de compétences spécialisées et l'adaptation du cadre législatif. Cette coopération s'inscrit dans une réflexion plus large sur la diversification du mix énergétique et le renforcement de la sécurité énergétique du pays, parallèlement à des projets agricoles mobilisant des techniques nucléaires à des fins de sécurité alimentaire.

Le Guatemala et les États-Unis se rapprochent d'un accord visant à lever des droits de douane sur certaines exportations guatémaltèques vers le marché américain.

Les autorités guatémaltèques ont annoncé qu'une délégation officielle et des représentants du secteur privé se rendront à Washington pour finaliser les discussions avec l'Office du représentant américain au commerce (USTR), à l'issue d'un dialogue technique achevé fin 2025. L'accord, dont les lignes tarifaires concernées n'ont pas encore été précisées, devra être formellement validé par les deux parties avant son entrée en vigueur. Les secteurs exportateurs, en particulier le textile, attendent des clarifications sur un éventuel retour à des droits nuls, tandis que les organisations patronales saluent une avancée en faveur de l'accès préférentiel au marché américain.

Honduras

Le Honduras a clôturé l'année 2025 avec un niveau record de réserves internationales nettes, renforçant sa position externe. Selon les données de Banque centrale de Honduras, les réserves nettes ont atteint environ 10,3 Mds USD, couvrant l'équivalent de 6,2 mois d'importations de biens et services, un niveau historique pour le pays. Cette accumulation de réserves s'explique notamment par des entrées solides des envois de fonds et des exportations, notamment de café, dans un contexte de mise en œuvre de politiques macroéconomiques prudentes. Un tel coussin de devises offre une marge de sécurité importante pour faire face à des chocs externes et soutenir la stabilité du taux de change du lempira.

Nicaragua

Le FMI livre une appréciation très favorable de la situation macroéconomique du Nicaragua à l'issue de la consultation au titre de l'Article IV, mettant en avant la résilience de l'économie et la solidité de ses fondamentaux. L'institution souligne une croissance du PIB proche de 4 % en 2025, soutenue par des politiques budgétaires, monétaires et financières prudentes, ainsi qu'un cadre macroéconomique caractérisé par une inflation maîtrisée, des excédents budgétaires et extérieurs, une baisse de la dette publique, un secteur bancaire bien capitalisé et des réserves internationales élevées. Pour 2026, la croissance est attendue en léger ralentissement à 3,4 % dans un contexte international plus incertain. Le FMI recommande de renforcer le potentiel de croissance à moyen terme via l'investissement public, le capital humain et la diversification des exportations, tout en signalant des risques liés aux chocs climatiques, à la volatilité des prix internationaux et à un durcissement des politiques américaines.

La BID estime que les envois de fonds (remesas) vers le Nicaragua ont atteint un niveau historique en 2025, soulignant la dépendance de l'économie à ces flux externes. La BID prévoit que les remesas atteignent 6,2 Mds USD en 2025, en hausse de 18,2 % sur un an et atteignant près de 30 % du PIB, faisant du Nicaragua le deuxième pays le plus dépendant de ces transferts en Amérique latine et dans les Caraïbes. Cette dynamique serait principalement portée par les envois en provenance des États-Unis, qui représentent environ 80 % des flux, dans un contexte de durcissement des conditions migratoires. Le BID anticipe toutefois un ralentissement de la croissance des remesas à moyen terme, les marges d'ajustement des migrants s'amenuisant. Ces estimations interviennent alors que la Banque centrale nicaraguayenne a suspendu la publication de données officielles sur les remises depuis avril 2025, limitant la transparence statistique.

Panama

Le gouvernement panaméen a procédé à une opération de refinancement de sa dette publique avec l'appui de la Banque mondiale, levant 1,4 Md USD sur 10 ans à un taux effectif de 2,71 %. Cette transaction vise à améliorer le profil d'endettement en substituant des titres coûteux par un financement à des conditions nettement plus favorables, rendues possibles par la garantie apportée par la Banque mondiale. L'opération comprend notamment le remboursement anticipé d'une obligation souveraine internationale arrivant à échéance fin janvier 2026 (980 M USD, coupon de 7,125 %), réduisant ainsi la charge d'intérêts et les risques de refinancement à court terme. Au-delà du gain budgétaire immédiat, ce

reprofilage allonge la maturité moyenne de la dette et renforce la soutenabilité de la trajectoire budgétaire. Cette mobilisation de financements concessionnels auprès d'une institution multilatérale de premier rang illustre également un accès préservé aux marchés et contribue à consolider la crédibilité financière du Panama.

Le secteur industriel panaméen aurait enregistré une croissance limitée de 1 % en 2025 selon le Syndicat des Industriels du Panama (SIP). L'activité industrielle reste principalement orientée vers l'agroalimentaire et les boissons, les produits chimiques et les matériaux de construction. Le ralentissement observé en 2025 s'expliquerait par un ensemble de facteurs économiques et sociaux, notamment les protestations sociales, les mouvements de grève et la fermeture de certains sites de production, ainsi que par une faible dynamique de la consommation, en particulier dans le secteur de la construction. Pour 2026, le SIP anticipe une amélioration des performances du secteur, portée par les grands projets du gouvernement et de l'Autorité du Canal de Panama, susceptibles de générer un effet multiplicateur sur l'industrie et de soutenir la création d'emplois.

COPA Airlines prévoit d'investir plus de 500 M USD en 2026 pour l'acquisition de 33 nouveaux avions Boeing d'ici 2027, selon son CEO Pedro Heilbron. Le principal transporteur aérien panaméen anticipe une croissance de 12 % en 2026, soutenue à la fois par l'intégration de nouveaux appareils et par l'optimisation de ses opérations, en termes d'efficacité, de fiabilité et de respect des normes les plus élevées. La compagnie souligne toutefois la nécessité d'accroître les investissements dans les infrastructures aéroportuaires, en particulier à l'aéroport international de Tocumen, afin d'accompagner l'expansion de sa flotte.

Caraïbes

Barbade

Le gouvernement de la Barbade a révisé à la baisse ses prévisions et table désormais sur une croissance économique moyenne de 3,5 % entre 2025 et 2029. Ces projections ont été présentées en janvier à l'occasion du lancement du troisième plan *Barbados Economic Recovery and Transformation* (BERT 2026). Selon le programme BERT 2026, la croissance devrait être soutenue par la diversification du secteur touristique, des investissements publics et privés dans les infrastructures et le logement, le développement de l'économie numérique ainsi que des réformes ciblées visant à améliorer la productivité. Les autorités soulignent

toutefois que l'atteinte de cet objectif suppose une hausse du taux d'investissement du secteur privé, de 8,5 % actuellement à 15 % du PIB.

Cuba

L'entreprise pétrolière publique mexicaine (Pemex) a annulé l'envoi d'une cargaison de pétrole à Cuba, dans un contexte marqué par la pression croissante des États-Unis envers l'île. La livraison, qui aurait dû être effectuée par le navire Swift Galaxy, battant pavillon panaméen, a été retirée du calendrier des exportations de Pemex sans explication. À ce jour, le gouvernement cubain n'a pas fait de déclaration officielle concernant cette annulation, dont l'arrivée était prévue fin janvier. Cette décision intervient dans un contexte de pénurie énergétique persistante à Cuba, accentuant ainsi les difficultés pour l'approvisionnement du pays. À ce stade, le dernier navire ayant livré du pétrole mexicain à Cuba est l'Ocean Mariner, arrivé le 9 janvier avec une cargaison de 86 000 barils de pétrole brut. Le Mexique livrait à Cuba des bruts légers de haute qualité, comme l'Istmo et l'Olmeca, plus coûteux mais plus faciles à raffiner. Ces livraisons représenteraient une charge financière importante pour Pemex, dans un contexte de baisse de la production nationale.

Dominique

Selon le FMI, la croissance de la Dominique devrait atteindre 3,3 % en 2026, soutenue par la poursuite des grands projets d'infrastructures et par le développement de la filière géothermique. De nombreux chantiers sont en cours (reconstruction d'infrastructures publiques, renforcement des réseaux, investissements dans la résilience climatique), alimentant l'activité du secteur de la construction. Le pari sur la géothermie vise à réduire la dépendance aux importations d'hydrocarbures et à abaisser durablement le coût de l'électricité pour les ménages et les entreprises, afin de renforcer la compétitivité de l'économie. La centrale géothermique de Laudat, d'une capacité d'environ 10 MW, doit être mise en service en 2026 et pourrait couvrir plus de 60 % de la demande nationale d'électricité. Développé avec l'appui de la Banque de développement des Caraïbes et du Fonds vert pour le climat, le projet pourrait, une fois pleinement opérationnel, réduire de moitié le coût de l'électricité pour les ménages. Cette dynamique de croissance s'inscrit toutefois dans un cadre budgétaire contraint. Le niveau de dette publique demeure élevé, conduisant les autorités à poursuivre une trajectoire de consolidation budgétaire fondée sur la recherche d'excédents primaires, la maîtrise des dépenses courantes et une utilisation prudente des recettes exceptionnelles afin de ramener progressivement le ratio dette/PIB vers les cibles régionales.

Jamaïque

Le FMI a approuvé un décaissement de 415 M USD en faveur de la Jamaïque au titre de l'Instrument de financement rapide (IFR). Selon l'institution, ces ressources visent à couvrir les besoins urgents de balance des paiements provoqués par les dommages causés par l'ouragan Melissa, en complément des fonds déjà mobilisables via le mécanisme jamaïcain de financement des risques de catastrophe. Le FMI souligne par ailleurs la poursuite de l'engagement des autorités en faveur de la discipline et de la responsabilité budgétaires.

République Dominicaine

L'institution financière spécialisée dans la microfinance, Banfondesa, marque l'histoire financière dominicaine avec la première obligation durable listée à la bourse européenne (Luxembourg Green Exchange). Cette émission, d'un montant de 250 M DOP (≈ 3,3 M EUR), s'inscrit dans le cadre d'un programme plus large de 500 M DOP approuvé par la Superintendance du Marché des Valeurs dominicaine. Cette obligation vise à financer des projets verts et sociaux, notamment l'accès à l'énergie renouvelable, la gestion durable de l'eau et le soutien aux micro-entrepreneurs, en particulier les femmes et les populations rurales. Elle reflète l'engagement de Banfondesa en faveur de l'inclusion financière et du développement durable, consolidant ainsi sa position de leader en innovation financière dans la région Caraïbe. Cela ouvre de nouvelles perspectives pour l'attraction de capitaux internationaux vers des projets durables en République dominicaine, renforçant la crédibilité du pays sur les marchés financiers globaux et positionne Banfondesa comme un acteur clé des finances vertes dans la région.

Sainte-Lucie

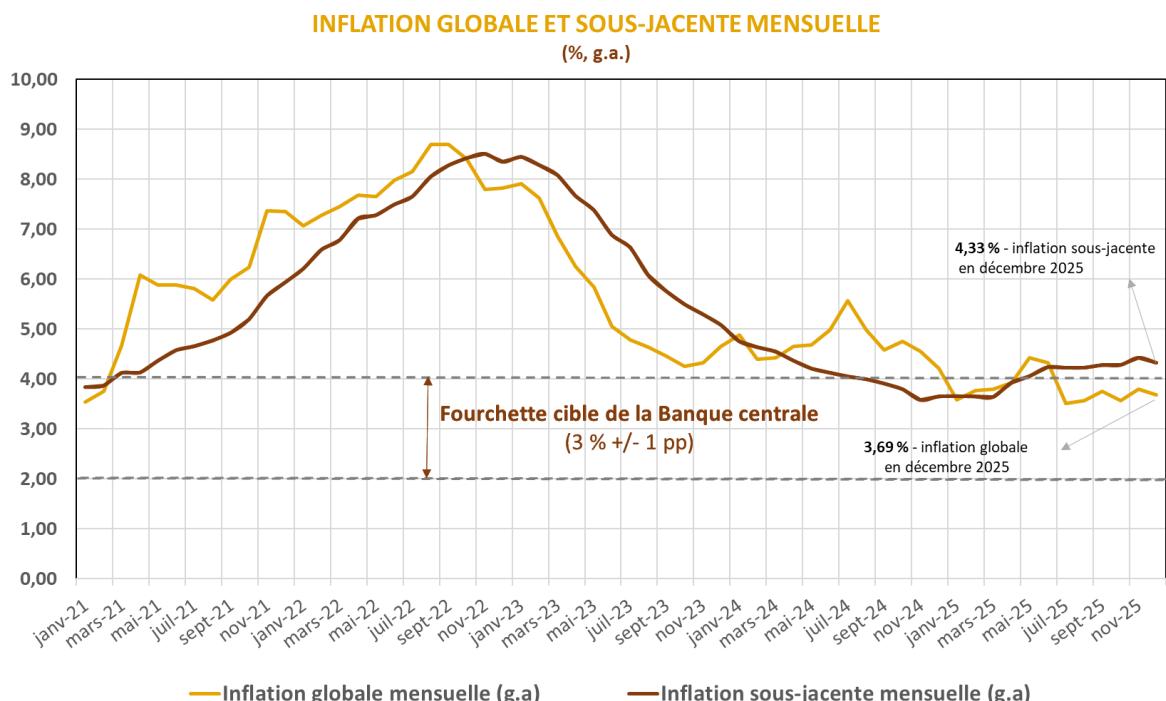
Sainte-Lucie lance une série de réformes pour améliorer l'environnement des affaires et attirer davantage d'investissements. Dans ce cadre, le gouvernement a élargi les attributions du ministre en charge du Tourisme et de l'Investissement en y intégrant le portefeuille du Commerce, afin de renforcer la cohérence de l'action publique. En janvier 2026, les autorités ont également engagé des consultations ciblées avec le secteur privé pour identifier des réformes fondées sur l'expérience de terrain, notamment la simplification des procédures administratives, le renforcement du soutien institutionnel et le développement des partenariats public-privé. Ces mesures visent à faire de Sainte-Lucie une plateforme plus attractive pour les investisseurs, en particulier dans le tourisme, le commerce et l'industrie légère.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 856,4	3,7%	3,4%	1,4%	0,6%	1,5%	58,9%	3,9%	7,00%
Belize	0,4	3,2	9,3%	0,5%	3,5%	1,5%	2,4%	65,4%	1,4%	2,25 %
Costa Rica	5,3	95,4	4,6 %	5,1%	4,3%	3,6%	3,3%	59,7%	0,4%	3,25%
Guatemala	17,9	120,8	4,2%	3,5%	3,7%	3,8%	3,6%	27,0%	1,7%	3,75%
Honduras	10,7	37,1	4,1%	3,6%	3,6%	3,8%	3,5%	45,1%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	19,7	3,6%	4,4%	3,6%	3,0%	2,9%	39,3%	2,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,4	2,9%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,6%	0,3%	--
Haïti	12,4	25,3	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-3,1%	-1,2%	11,8%	27,8%	10,00%
Jamaïque	2,8	21,9	6,4%	2,7%	-0,5%	2,1%	1,5%	59,2%	4,2%	5,75%
Panama	4,5	86,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,0%	4,0%	59,6%	-0,1%	--
République Dominicaine	10,8	124,6	5,2%	2,2%	5,0%	3,0%	4,5%	60,0%	3,7%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2025 (Janvier 2026 pour les prévisions de croissance Mexique)

- Annexe Graphique Mexique -

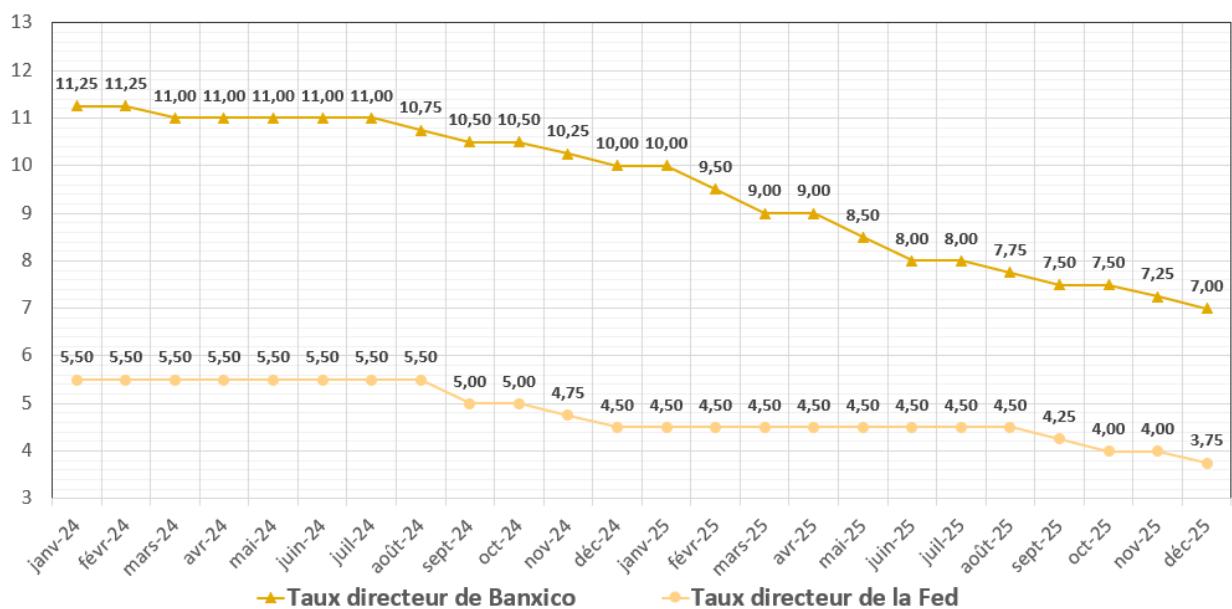


Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Défisitif (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

DIFFÉRENTIEL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)

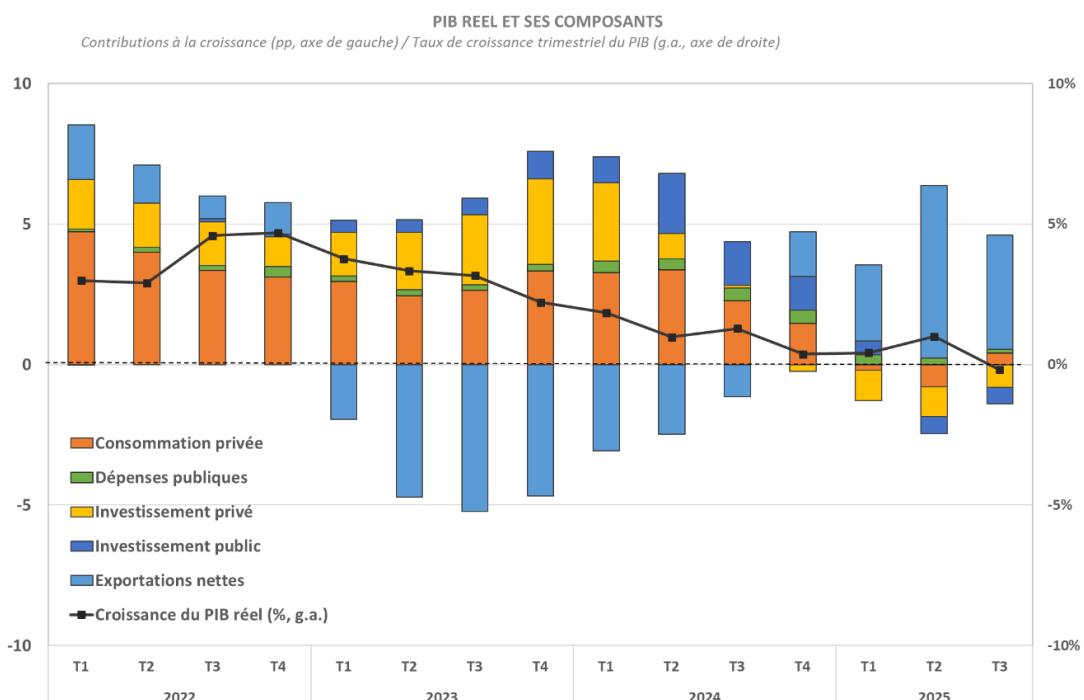


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)

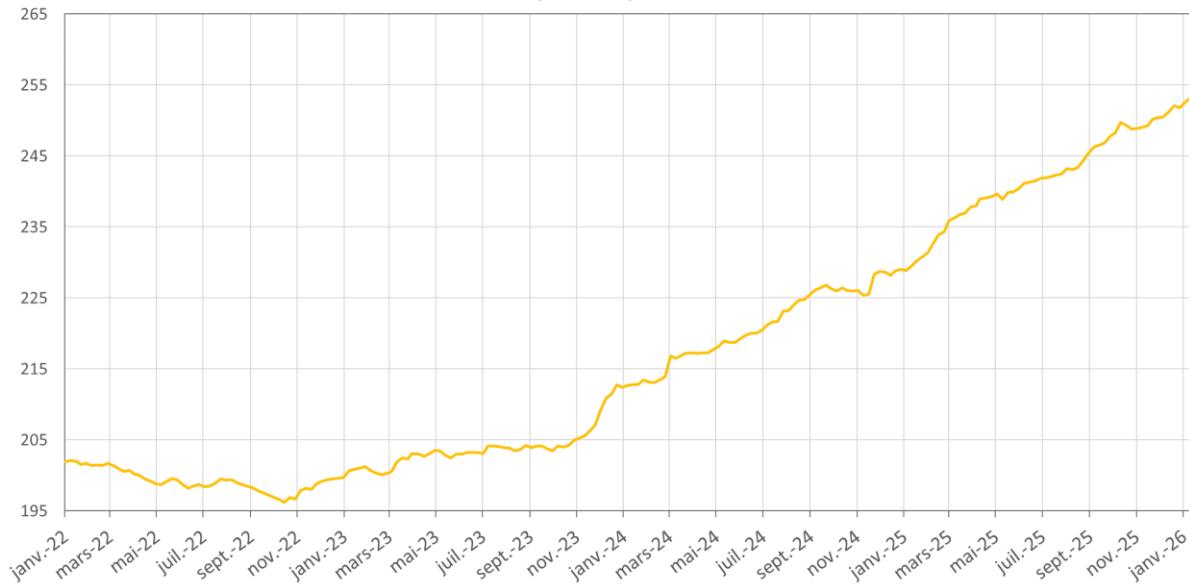


Source : Banque centrale du Mexique



Source : Source : Banque centrale du Mexique

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr